

CHAPITRE INTRODUCTIF

LES SYSTÈMES PRODUCTIFS DANS UNE FRANCE EN MUTATION

ENTRE CRISES, SIGNES DE RENOUVEAU ET STIGMATES DE SERVITUDES À CONNOTATION MONDIALE

Gabriel Wackermann

Le présent ouvrage se place, parmi d'autres traitant du même thème, dans le cadre de la préparation aux concours de recrutement des professeurs de l'enseignement du Second degré et de l'ouverture du grand public aux questions traitant les problèmes fondamentaux du moment. Il est censé intéresser également les étudiants de classes préparatoires et des grandes écoles, ainsi que les responsables administratifs et entrepreneuriaux appelés à concilier nécessités économiques et exigences sociales ou sociétales. Tout en traitant le cœur de la problématique soulevée, son approche par notre collectif d'auteurs est enrichie par les sensibilités particulières des personnalités qui ont accepté de participer à l'écriture, ce qui contribue fort utilement à la diversité des éclairages.

Ce livre vise, à travers la question des mutations des systèmes productifs en France, non seulement à analyser les causes et effets de ces mutations, mais aussi à mettre l'accent sur l'ensemble des problèmes sociétaux induits par celles-ci, ainsi que sur leurs répercussions en ce qui concerne les perspectives d'un avenir plus ou moins proche. Il tente de cerner au maximum et au plus près possible tant les apports positifs que les conséquences négatives des mouvements en cours, intégrant non seulement les facteurs techniques de base, mais aussi des considérations culturelles, sociales et éthiques susceptibles d'attirer tant l'attention sur les ressorts insuffisamment exploités que sur les dérives sociétales et territoriales. Il s'agit, en somme, de quitter aussi les sentiers battus de la pensée dominante en cours et d'esquisser *des voies à même de conduire, grâce aux progrès scientifiques, technologiques et intellectuels, grâce aux riches expériences acquises, à une existence humaine plus équilibrée à travers des systèmes productifs mieux conjugués dans le vaste domaine des biens et des services, matériels et virtuels, à la fois fondamentaux, existentiels, autant que stimulateurs de mieux-être et recherche de sens.*

Le thème des services productifs, par sa transversalité intradisciplinaire et son caractère transdisciplinaire, donne lieu à un constat exemplaire de la complexité des interférences de la géographie générale et de la géographie régionale, de la géographie physique et de la géographie humaine, sociale et sociétale, de la géographie théorique et de la géographie applicable, des sciences sociales, politiques et environnementales, d'une part, des sciences physiques et des sciences de la vie, d'autre part. Il requiert un recul historique certain, les mutations incriminées se réalisant dans la longue durée, par des cheminements sinueux, des lenteurs et des accélérations.

rations d'essence tant structurelles que conjoncturelles, s'affirmant le long d'axes majeurs en constante interaction avec une imposante diversité d'évolutions locales et régionales. À l'échelle nationale, il s'affirme de manière spécifique à la fois par rapport à *la manière française de s'insérer dans le contexte européen ou mondial, et en fonction de sa dépendance d'une géopolitique de plus en plus envahissante par suite de la forte mutation des relations entre l'espace et le temps, réel et virtuel.*

I. COUP D'ŒIL INITIAL

Au début des années 1980, la France faisait encore partie, quoique déjà en fin de classement avec l'Italie, des principales puissances économiques du globe, regroupées dans un G6, les États-Unis, le Japon, l'Allemagne et le Royaume-Uni en tête, sous la forme très hypothétique d'une première esquisse de gouvernance mondiale. À présent, elle est fortement concurrencée, voire dépassée par les grands États émergents, comme l'ensemble des « économies-mondes européennes » du début du XX^e siècle. Au sommet, la Chine a quasiment rattrapé en PIB les États-Unis (Dallenne et Buchy, 2013). La France figure désormais comme une puissance moyenne dans la mondialisation (Pautet, 2013).

L'extraordinaire basculement dont elle fait l'objet a plongé la « Grande Nation » de naguère dans une ambiance géopolitique qui a accéléré ses faiblesses structurelles accumulées depuis la fin du Second empire, une évolution de l'affaiblissement des systèmes productifs fort bien analysée autour de 1968 à l'appui des petites et moyennes entreprises françaises par Pierre de Lannurien (Lannurien, de, 1968). « Blottie » derrière des barrières douanières amplifiées territorialement et géopolitiquement par son Empire colonial, cultivant outre mesure de profondes satisfactions culturelles et historiques, artificiellement « forte » de son excessive centralisation, d'un système d'éducation et de formation, élitiste et inédit de surcroît sur la planète, par le truchement de ses grandes écoles, négligeant la prise en compte de son environnement européen et mondial, la France a laissé filer de nombreuses chances de développement appuyées sur la promotion de l'économie réelle, un mouvement qui s'est accéléré dès le lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. En 1954, Pierre Daninos a su présenter avec force, dans un ouvrage plein d'humour, les travers d'un peuple et de ses dirigeants, leurs atavismes et les profonds enracinements d'identités désuètes, susceptibles de dessiller les yeux des citoyens éclairés (Daninos, 1954).

La Libération a certes conféré un nouveau souffle au pays, assumant une reconstruction et une modernisation consistantes, mais n'accompagnant guère les extraordinaires efforts accomplis par la nation de réformes structurelles profondes. Des esprits ouverts ont pourtant tenté d'éloigner les dirigeants d'alors de la facilité, voire du laxisme, dont les conséquences allaient être incarnées par l'inflation galopante. Le général de Gaulle déjà avait le choix entre cette dernière voie et une économie politique appliquée à l'échelle gouvernementale, appuyée sur la rigueur. La première était illustrée par celui que l'on a nommé « le grand Breton », sa taille physique à l'appui, René Pleven ; la seconde était incarnée par Gabriel Ardant, le penseur financier et monétaire, et Pierre Mendès-France, l'homme politique préconisant un gouvernement de développement économique à long terme. Le général a choisi Pleven comme ministre des Finances et de l'Économie. La France, grisée par un développement économique fallacieux, n'a pas écouté, en 1969, le rappel de bons principes par Henri Ardant, ancien président du Comité des Banques français. Parlant de « la banque, un instrument fragile », il a écrit à ce moment-là : « Il est facile de comprendre les dangers d'un [...] processus qui risque de constituer une inflation particulièrement périlleuse si les concours accordés excèdent les limites du bien-fondé économique. D'où *la nécessité d'orientation et de surveillance du crédit par les Pouvoirs Publics* » (Ardant, 1969, p. 7-8).

Les « Trente Glorieuses » ont accéléré l'orientation de la France vers l'impasse. Cette période, allant de l'après-guerre jusque vers le milieu des années 1970, à la dénomination outrecuidante nulle part dénommée ainsi dans le monde développé – son auteur fut, en 1979, l'économiste Jean Fourastié – était caractérisée par les débuts d'une vraie modernisation technique et industrielle, agricole et territoriale. Une modernisation marquée par le plein-emploi, un accroissement sensible de l'espérance de vie, à base de bien-être inespéré. Cette France nouvelle, sortie de

sa torpeur d'antan à base de conservatisme et de protectionnisme qui l'a jetée dans les bras du fascisme pétiniste, corporatiste, imposant de 1940 à 1944-1945 des valeurs rassurantes autotrafiquées (famille, patrie, nation...), et qui devaient se perpétuer dans le poujadisme, puis dans le lepenisme, était éblouie par ce qui lui arrivait, oubliant les retards accumulés depuis des décennies et la nécessité de se redresser autrement que par les apparences trompeuses.

Depuis 1975, la France consomme plus qu'elle ne produit. De 1975 à 2005, elle a été dépourvue d'une vraie politique industrielle. Le tertiaire est venu l'aveugler (Wackermann, 2013). En quelques années à peine, les yeux même des partisans d'une mondialisation idéale se sont dessillés (Wackermann, 2007). Une mondialisation « toute autre » est devenue à la fois indispensable et urgente (Wackermann, 2011). Le bilan des « Trente Glorieuses » a été en fin de compte assez désastreux (Pessis, Topçu, Bonneuil, dir., 2013), en dépit de la mise en garde de nombreuses voix pensantes, parmi lesquelles René Barjavel, Roland Barthes, les mouvements écologiques naissants qui, avant mai 1968, n'avaient pas voix au chapitre dans cette atmosphère de griserie consumériste rappelant quelque peu les pourceaux de Blaise Pascal. Le basculement vers le tout nucléaire a renforcé la détermination de la France dans l'orientation prioritaire de son projet énergétique vers la production massive d'énergie plutôt que vers une gestion raisonnée. Ont été privilégiés, AREVA, Total, EDF, au détriment d'acteurs locaux mieux à même de prendre en compte l'exploitation des énergies renouvelables et à même de garantir cette consommation raisonnée de l'énergie. L'empire d'AREVA est florissant : le nucléaire atteint aujourd'hui 75 % environ de la production énergétique française. La contamination par l'uranium – qui provient pour les deux cinquièmes du Niger – et l'amiante, la destruction de nombreux milieux naturels, les débuts de la course aux profits démesurés, les finalités humaines remplacées petit à petit par celles de la spéculation, des stress croissants imposés aux travailleurs... ont contribué à remettre les pendules à l'heure dans une France « subitement » découverte comme le pays développé le plus désindustrialisé du globe, dans lequel l'économie réelle a perdu son vrai sens et où les tenants des pouvoirs financier et médiatique sont devenus les détenteurs de la demande permettant d'écouler plus facilement encore l'offre. C'est ce qu'entendent déjà imposer de forts envahissants empires de la « presse-papier », des « ogres » de type Amazon soucieux de devenir maîtres de la demande, avec ou sans journal à l'appui, l'essentiel étant d'acquiescer une puissance telle qu'ils puissent gérer l'information, l'analyse et l'opinion comme un produit parmi les autres. En novembre 2013, Louis Gallois est venu rappeler aux Français et à leurs dirigeants l'une des règles fondamentales d'un bon fonctionnement économique : en affirmant que « maintenant, la priorité, c'est une politique de l'offre », il a implicitement précisé qu'il ne fallait pas faire l'amalgame. Ajoutons qu'il est urgent de ne pas privatiser les profits en socialisant les risques.

Le « Billet de Favilla » (Favilla, 2013), intitulé « La politique de l'ogre », est susceptible d'illustrer cette mutation de l'offre et de la demande, désormais conjuguées sous la même emprise entrepreneuriale par de puissants groupes de pression qui entendent investir des capitaux dans des domaines entièrement étrangers à leur sphère d'activités propres. Il s'agit de « numériser tout ce qui bouge. L'ogre d'Amazon a fait en dix-huit ans de son enfant le leader mondial de l'e-commerce en exploitant d'abord la clientèle de la librairie puis, dans un ordre quelconque, les vidéos, les activités de loisirs, le bricolage, les équipements pour la maison, l'automobile, la mode, l'alimentation, les œuvres d'art... Cette stratégie totalitaire de la numérisation est l'appétit de cette entreprise, dont l'aliment est la clientèle. On la prospecte ; on en identifie le profil et les besoins ; on en perfectionne le service ; on la fidélise par la qualité du service rendu. La gestion vise moins la marge immédiate que les développements escomptés d'une occupation conquérante du terrain, dont l'investissement est le moteur ». Une politique extensive, selon l'auteur du Billet, qui ne pose plus la question de savoir pourquoi le *Washington Post* fait cela, mais pour quelle raison il ne le ferait pas !

La volatilité et l'instabilité imposées à la production économique sont illustrées par un autre exemple, celui de la montée spectaculaire de Twitter, le 7 novembre 2013, par suite de son fort ancrage dans les mouvements financiers du virtuel : l'introduction à Wall Street, à ce moment-là, après à peine 7 années d'existence, a permis de faire passer le titre fixé la veille à 26 dollars à près de 40 dollars au moment de la clôture le lendemain soir. L'euphorie qui s'est

ensuivie a aussitôt fait surgir la potentialité d'une nouvelle « bulle » Internet autour des réseaux sociaux. Twitter a toutefois agi avec prudence en investissant aussitôt en équipements d'innovation, transformant ainsi l'économie virtuelle en biens matériels, donc en économie réelle, supprimant par là même la distinction faite entre l'économie réelle et l'économie spéculative. Les interférences entre le réel et le volatile se renforcent et amplifient les risques à court terme. S'ajoutent à ces turbulences les évaluations abusives des « agences de notation », des entreprises privées qui vivent sans vergogne de la spéculation sur le devenir des économies publiques pour mettre en danger des États et des politiques de redressement difficiles dont les causes n'ont pas seulement été induites par des erreurs, voire des fautes des organismes même qui alimentent les espoirs des agences de notation. L'exemple récent de l'abaissement de la note de la France, en novembre 2013, de « AA + » à « AA » par l'agence états-unienne Standard & Poor's, est significatif à cet égard, une agence qui vit, entre autres, de la politique de fluctuation du dollar imposée par les USA au monde entier depuis 1945. Le prix Nobel 2008, Paul Krugman, n'a pas hésité à critiquer la décision de l'agence, précisant en outre que la France devrait dépasser le PIB/habitant de la Grande-Bretagne. Face à cette emprise, l'économie solidaire et sociale ne parvient à détenir péniblement que 10 % des emplois sur l'ensemble du territoire français. Sous sa présidence de la République, de Gaulle, certes, a eu ce mot devenu célèbre dans son inefficacité : « La politique de la France ne se joue pas à la corbeille », écoutant par ailleurs Armand Rueff en s'appuyant avec une fermeté toute passagère sur l'étalon or et non sur le dollar états-unien.

La suite de ce chapitre introductif va nous permettre de présenter de plus près les volets fondamentaux des conditions dans lesquelles se sont développés les principaux axes de mutation des systèmes productifs dans une France en mutation.

II. DU BASCULEMENT VERS LE TERTIAIRE À L'UTOPIE LIBÉRATRICE

La transition tertiaire, une époque inédite d'ouverture et de remise en cause, à base de mutations sans précédent en intensité quantitativement et qualitativement, a suscité *en un court laps de temps, deux à trois décennies à peine, le basculement de l'ère industrielle, vers une socioéconomie à dominante tertiaire, en passant par les stades industrialo-tertiaire, puis tertiaro-industriel*. Les mutations profondes consécutives à cette évolution ont abouti à ce qu'avec outrecuidance on a appelé consciemment ou inconsciemment la « civilisation des services ». Si le mot « service » exprime une noblesse de pensée et d'action, malheureusement dénaturé très vite dans la mutation socio-économique, le terme de civilisation a toujours eu, à son tour, une connotation ambiguë, car quelle est la civilisation du globe qui a été réellement un modèle accompli de vertu, d'éthique, de vraie liberté, égalité et fraternité ?

Quoi qu'il en soit, *le terme de civilisation des services a été rapidement dépouillé à dessein de son sens profond par les tenants de la puissance fondée sur la pensée unique, donc des pouvoirs, peu importe lesquels, dont les projets, actes et répercussions relèvent d'une hypocrisie sociale perceptible à l'ensemble des échelles sociétales et territoriales. Il a accompagné l'évolution de la production de biens réels vers l'économie à dominante tertiaire aux profondes mutations*. Sans en avoir forcément l'air, le pouvoir médiatique aidant à la faveur de l'ample pouvoir acquis en peu de temps, il a couvert et maintenu la condescendance paternaliste, ainsi que l'exploitation des forces vives et de leurs substrats matériels de l'ère industrielle, qui ont accompagné la destruction des savoirs et savoir-faire en faveur d'une ère toujours davantage soumise aux impératifs d'une économie virtuelle, proie facile de la dérégulation générale imposant un monde soumis à la destruction des valeurs réelles par la poussée croissante de mouvements spéculatifs croissants.

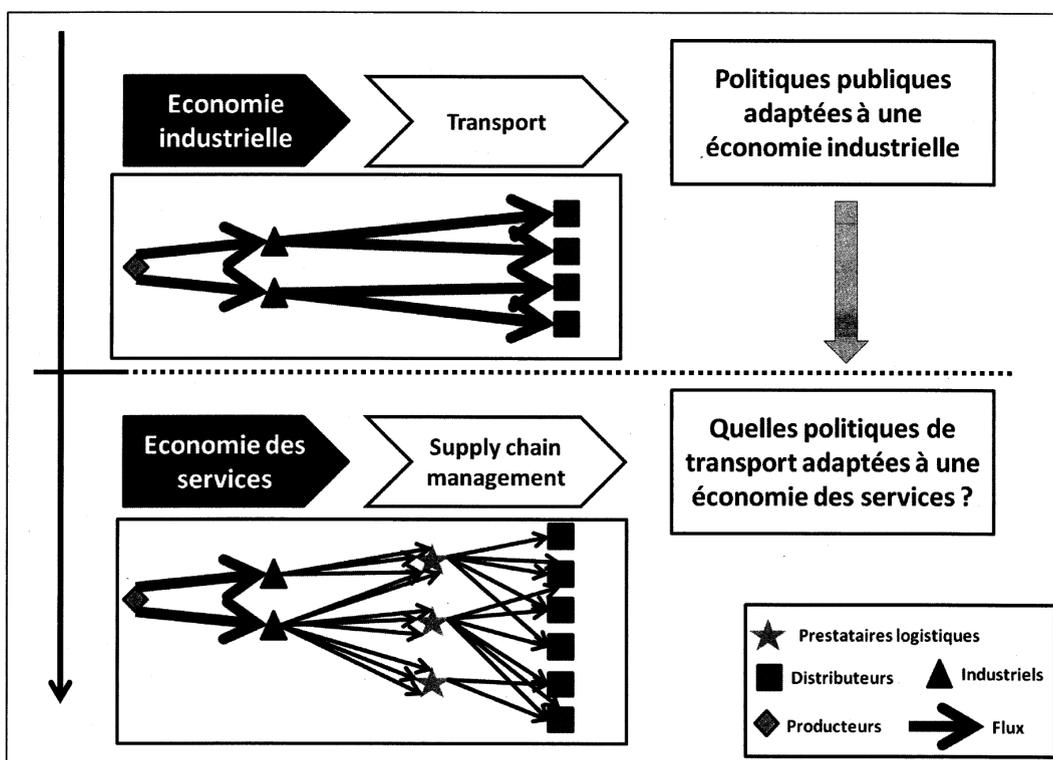
La suprématie du tertiaire, après celle, historique, du primaire (agricole et rural) jusqu'au XVIII^e, puis celle du secondaire (industriel et urbain), du XIX^e siècle au troisième quart du XX^e siècle, a ainsi bouleversé de fond en comble les systèmes productifs existants.

Le tertiaire a orienté le monde de la production vers des mutations techniques, socio-économiques, sociétales et comportementales telles que le monde est apparu plus vivable, les travaux pénibles ayant pu être pris en charge par les machines qui ont ainsi libéré du temps

pour amplifier le domaine des services et rendre, en principe, l'existence plus agréable ou moins difficile. Les activités de services sont venues mettre progressivement en valeur leurs spécificités en termes d'innovation, d'organisation, de fonctionnement, d'équipement, de culture d'entreprise et d'éthique. Le marché des services est devenu porteur de progrès ; les consommateurs avertis ont fini par se tourner vers la performance globale d'un système, abandonnant progressivement leur focalisation sur des produits et services isolés de leur contexte systémique ; ils sont devenus critiques à l'égard des systèmes, abandonnant petit à petit leurs évaluations et jugements fractionnés.

Sont nées de multiples initiatives destinées à revoir les systèmes en place et leur mode de production. Des secteurs entiers ont été ainsi soumis à une relecture territoriale, telle l'industrie immobilière, abordée tant sous l'angle global, national, par exemple, que sous l'angle régional, métropolitain en l'occurrence. Le visage de la France, devenu méconnaissable, voire méprisable, par l'urbanisation rapide et désordonnée, l'extension monotone et fatigante des zones d'activités, la déprise industrielle et le vieillissement de l'habitat ont donné lieu à une « récréation » d'une culture du paysage (Bertho, 2013) et à une nouvelle vision des modes de comportement quotidiens, ainsi qu'à une remise en cause des politiques de transport (schéma ci-après).

Repenser les politiques de transport dans une économie de services



Extrait de la thèse de Jérôme Verny : *Transport de marchandises en Europe et développement durable : analyse de découplage absolu par la distance*, 2013, Dunkerque, université du Littoral – Côte d'Opale, thèse en géographie, 380 pages, p. 392.

A. Pensées uniques et éloignement de l'économie réelle

L'économie virtuelle est, davantage encore que l'économie réelle, sous-tendue par l'économie grise, source d'agissements « souterrains » allant de comportements malveillants au cynisme du comportement mafieux, jusqu'à la cyberguerre, un sous-ensemble conjugué de la guerre économique, voire stratégique (*Lettre d'informations économiques stratégiques internationales*, 2013), et de l'information.

Force est de constater que *le virtuel* qui sous-tend essentiellement l'économie virtuelle visant la puissance dominatrice de l'économie réelle par les milieux d'affaires et financiers, à base d'une spéculation qui dépasse à présent les limites de tout entendement, *est à l'œuvre pour détruire à son tour nombre d'unités de production, saines en soi, ainsi que leurs outils productifs*. Une entreprise qui est facilitée depuis qu'à l'échelle mondiale des spécialistes hautement compétents de la Toile, des groupes militaro-industriels de Californie, face à la diminution des gains dans l'armement, se sont réorientés vers le Net, facilitant l'éclosion des Google, Facebook et autres dominateurs du marché, imprégnant les méthodes d'action même de comportements fascisants. Les effets sociaux et sociétaux déjà constatés, associés à ceux d'activités de récupération écologique, faussement durables, sont au moins quasi-criminels, par la marginalisation de millions de travailleurs et la paupérisation aggravée de millions d'autres personnes exclues des nouveaux systèmes productifs tertiaires mis en place.

En réalité, *la vaste mutation des systèmes productifs, qui a conduit à la tertiairisation de l'économie et de la société*, un binôme devenu désormais plus que jamais inséparable, a certes amplifié considérablement les potentialités économiques, leur aptitude à se conformer à toutes sortes de manœuvres. *Elle n'en a pas moins causé de graves dégâts sociétaux impossibles à rendre réversibles sans profondes mutations des systèmes dominants*. Elle a permis à l'insécurité technologique, économique et sociétale de s'emparer aussi, par informatique interposée, de la totalité du système virtuel, allant jusqu'aux facilitations de fraudes aux fichiers informatiques destinés à la gestion des détenteurs de cartes de crédit, menaçant donc directement la sécurité citoyenne, individuelle et collective.

La financiarisation de l'économie aidant, elle a également donné l'estocade à l'éthique et à la vertu considérées de fait comme ringardes face à la quasi-sanctification de la course à la compétitivité, aussi pernicieuse soit-elle, à la puissance par l'argent. Les vraies justices nationale, européenne, mondiale ne sont plus guère possible par grignotage. Plus que jamais, le pouvoir judiciaire apparaît comme un ensemble de techniques propices au législateur partisan en place, dont les éléments les plus clairvoyants ont de la peine à préserver ce qui fait son honneur. Enfin, l'on a commencé à se rendre compte du stratagème qui a fait du PIB une arme au service des systèmes établis, leur permettant impunément de soustraire aux calculs de ce « produit » les dégâts commis par une production destructrice de richesses ; l'armement même donne au PIB des ailes combien libératrices de morale sociétale !

Les faits illustrent la mutation intervenue. En France, comme dans les autres pays avancés, seuls 3 % de la monnaie servent encore aux échanges de biens et services ; le reste est réservé à la spéculation et à la finance.

B. Crises et éclatements, dysfonctionnements et déstructuration

Les crises périodiques, toujours plus rapprochées, sont non seulement l'expression des dérives des systèmes productifs, mais aussi celle d'une volonté systématique de recherche d'issues « faciles », de « bulles » qui, en affectant le grand nombre, incitent les États, victimes consentantes, à intervenir pour sauver les firmes et créanciers concernés, dont les banques et instituts financiers, suppôts de la spéculation généralisée, sans garantie sérieuse de retour de services pour les aides accordées. La fiscalité des entreprises même pèse trop sur le travail et non sur le résultat. La valeur concrète est tuée au profit de la valeur marchande.

Durant les Trente Glorieuses, les entreprises ont massivement puisé dans les apports trop bon marché de la main-d'œuvre immigrée, accumulant des profits considérables, et sans investir en conséquence ni socialement ni sociétalement en faveur de conditions de vie acceptables

pour ce genre de travailleurs, laissant aux pouvoirs publics le soin d'investir par la suite dans l'éducation-formation, l'habitat et la protection sociale. L'économiste Keynes, en se faisant le théoricien des systèmes productifs d'une économie en expansion, a sous-estimé largement l'artificialité de celle-ci.

D'un côté, le patronat et les tenants ultralibéraux d'un désengagement de l'État face à l'intervention dans l'économie demandent toujours moins d'État ; d'autre part, les mêmes s'empressent régulièrement de mettre l'État en demeure de réduire au maximum des droits sociaux fondamentaux (respect de la personne au travail, tolérances en matière de stress et d'exploitation de la main-d'œuvre pour la seule finalité spéculative ou dominatrice en matière économique...). En novembre 2013, le patron de Saint-Gobain, en rappelant qu'il fallait « un gouvernement qui décide plus » n'a nullement inclus dans ses propos cette finalité. Bien au contraire, l'ultralibéralisme déstructure souvent ce qui fait encore vivre convenablement. Il est, de plus, largement favorisé par l'élan technologique : plus un produit comporte de technologie, moins il y a de « valeur » et plus il y a de profit. Or la technologie se nourrit souvent d'investissements publics. Elle constitue donc un produit qui ne coûte pas cher à son (ses) producteur(s), les personnels ayant eu une formation-éducation depuis le jardin d'enfants jusqu'à l'enseignement supérieur et à la recherche fondamentale, ce qui représente un capital substantiel. La valeur ajoutée par les firmes privées est donc sensiblement réduite, davantage que dans les entreprises non dotées de technologies élaborées.

Le fond de la déstructuration est inhérent aux profondes manipulations qui s'exercent notamment par la spéculation sur le prix des matières premières, le centre, la plaque tournante étant en Suisse, à Genève. Ici, les « traders » font que le prix des céréales, par exemple, ne dépend plus de la qualité du produit, mais de la spéculation. Certains acteurs concentrent l'essentiel de la responsabilité dans cette déviance des marchés, encaissant annuellement un chiffre d'affaires pouvant aller jusqu'à des centaines de milliards de dollars. En relation avec des négociants qui ont l'habitude d'« aller aux origines », c'est-à-dire aux gisements de production des matières premières, ils prennent le risque que les banquiers n'entendent pas prendre. Il est d'autant plus difficile de réguler les marchés, car les traders exercent à la fois le métier de trader et celui de financier. Les groupes dominants, ceux qui détiennent le « marché des riches », entendent devenir de plus en plus grands, marginalisant les petits qui sont réduits au « commerce du pauvre ». À la Bourse de New York, les « riches » bénéficient en un jour d'un cours pouvant atteindre jusqu'à 46 fois le montant de la production du blé, 35 fois celui du pétrole ou 24 fois celui du maïs. La puissance nocive de ces groupes est telle qu'à Genève 5 ou 6 sociétés sont capables de menacer l'économie états-unienne et mettre le président Obama en forte difficulté. C'est pour cette raison que les Chinois veulent s'affranchir des coûts de la Bourse et s'adresser directement aux pays d'Amérique latine pour les céréales ou le café. Selon l'universitaire géographe économiste Philippe Chalmin, ces mouvements financiers comportent des « messages des marchés » adressés de fait aux responsables concernés, y compris étatiques et onusiens ; ainsi, sachant que la population mondiale va augmenter jusqu'à dix milliards de personnes, ces derniers sont avertis indirectement qu'il convient d'augmenter la production agricole. Constat intéressant, mais faible consolation !

En réalité, la révolution à l'intérieur même du mouvement de spéculation mondial – l'Europe, dont la France, en sont également les victimes – est inhérente au remplacement des traders agissant sur les marchés physiques par des « traders-papier ». Le Board of Trade de Chicago a introduit au début de ce siècle les « contrats à terme » (« commodity future ») dédiés aux produits dérivés, les compagnies d'assurances ayant refusé de couvrir les risques entraînés par les variations de prix opérés par la nouvelle spéculation portant sur les achats et reventes de contrats à terme, conformément à la nouvelle logique financière. Le soi-disant « sens du risque » est parvenu, la communication fallacieuse aidant, à acquérir une connotation de vertu. Même les grandes banques l'ont fui pour se tourner vers les marchés des matières premières, les fonds d'investissement aidant, accentuant la création des robots informatiques ; le gigantisme informatique devient un grand risque pour le nouveau système ; un risque que les banques ne peuvent assumer longtemps, reconsidérant le laps de temps durant lequel elles pouvaient accepter ce

risque, invitant les clients concernés à « liquider la position », c'est-à-dire reconnaître une perte sèche. Le 13 mars 2009, la crise mondiale a éclaté.

Partout, les États cherchent des solutions. Après la grande flambée des fonds spéculatifs de retraités (2008-2011), est arrivée la rupture sous la conduite du président Obama, par la mise en place d'un début de régulation. En France, les gouvernants constatent qu'une véritable volonté politique mondiale de restructuration économique-financière fait défaut. La Russie, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Australie et quelques autres ont été complices des spéculations. Le président américain demeure très prudent, car Wall Street est son « voisin ». Si l'anticipation sur les marchés existe depuis le XVI^e siècle, les excès se sont accumulés pour « flamber » à partir de la fin du XX^e siècle. Les grandes firmes maîtrisent désormais à la fois les récoltes et les stocks. En attendant, les responsables gouvernementaux français s'efforcent de faire mettre l'accent sur la transparence, afin que l'information soit aussi complète que possible ; il s'agit de faire renoncer à l'écart existant entre le marché physique et la spéculation, d'empêcher les spéculateurs d'agir contre la réalité des marchés physiques. Comme la transparence ne suffit pas pour secouer les blocages, les Organisations non gouvernementales (ONG) sont invitées à militer, de concert avec les citoyens, en faveur d'une nouvelle mutation des systèmes productifs. Même à l'intérieur de l'Union européenne, la voix de la France est insuffisante pour faire bouger les lignes, surtout que l'Allemagne se contente grosso modo des réformes socio-économiques réalisées il y a plus longtemps et dont nous parlerons plus loin dans l'ouvrage.

Les mutations intervenues ont cependant un coût social qui s'exprime à travers la destruction d'entreprises et la réduction du pouvoir d'achat, crise à l'appui. En France, l'héritage de la dette publique, de l'ordre de 95 % du PIB, l'augmentation du déficit public de l'ordre de 600 milliards d'euros durant les seules années 2007 à 2012, ont fait monter la colère sociale dans les entreprises. Même les jeux d'argent et de hasard ont décliné pour la première fois en 2013, avec une baisse de 2,5 %, tombant de 32,5 milliards d'euros en 2012 à 31,7 % en 2013. La spéculation qui a changé de nature à déclencher au début du XXI^e siècle des émeutes de la faim sans précédent, y compris les révolutions arabes, l'irrationalité étant devenue la force du marché. En France, le chômage et la fiscalité excessive ont conduit à un ras-le-bol général. À tel point que les réformes structurelles de l'État devenues indispensables, amorcées sous la présidence de François Hollande, « passent mal », y compris dans son propre camp politique. Cependant, le service public et le modèle social français sont des préoccupations considérées comme fondamentales dans l'optique d'une défense des valeurs démocratiques du pays à l'échelle internationale, les interventions au Mali et en République centrafricaine en 2013 faisant foi.

III. RUPTURES CULTURELLES ET CIVILISATIONNELLES

A. Du recentrage au nouveau positionnement géoculturel

Le rêve tertiaire, à base d'utopie libératrice, de bonheur à l'état brut, a été de courte durée, s'étant fondé sur des inconséquences annonciatrices de graves revers. Est venue la brutale confrontation avec les exigences du long terme, par l'irruption écosociétale, la dialectique production/consommation, la quête d'ajustements. L'incontournable prospective a été salutaire en plines Trente Glorieuses se déroulant encore sur le nuage du « tout possible » ; malheureusement appuyée sur les espérances provoquées par ces Trente Glorieuses, la vision économique et sociétale était mal partie. *Il fallait recentrer sur le temps long, le recul, de nouvelles articulations de la pensée*, le bousculement des sciences économiques et sociales, le dépassement de la seule technicité appliquant des idées fixes au bénéfice de l'ouverture d'esprit, de l'intégration de valeurs universalistes, de priorités culturelles, d'un questionnement des identités à la faveur des mutations éducatives, de l'action sociale et solidaire, d'une reterritorialisation des sociétés. *Est apparue la nécessité de la gouvernance et de la primauté de la politique associée à la démocratie, de même que du questionnement de la pertinence et de l'impertinence des systèmes en place.* L'équivoque du progrès, de la tradition et du mouvement a été reconnue comme un facteur de déviance. La frénésie technologique, excluant tout recul face aux événements au bénéfice d'une fièvre